PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ
COALITION CONGOLAISE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lutte contre la Covid-19 :
Plus de 25 milliards de francs CFA non justifiés !

La Coalition Congolaise Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) se dit profondément préoccupée par les dysfonctionnements et l'absence de justification des dépenses inhérentes à la lutte contre le coronavirus au cours de la période 2020-2022 au Congo.

Ce constat, est le résultat d'une étude menée en lien avec ses missions traditionnelles de suivi des investissements publics et de plaidoyer pour la transparence dans la gouvernance économique en République du Congo. Elle a permis d'identifier et d'évaluer les succès et défis rencontrés dans la gestion de la crise du coronavirus et poser les bases d'une gestion plus efficiente et efficace dans la gestion des catastrophes futures.

L'étude a été réalisée grâce à une démarche méthodologique axée sur :

- L'élaboration des fiches d'enquête ;
- Le renforcement des capacités des observateurs ;
- La collecte des données auprès des structures sanitaires et des organes de lutte ciblés ;
- Le traitement et l'analyse des données collectées ;
- L'élaboration du rapport d'étude.
- Le rapprochement des observations de PCQVP de celles résultant du rapport d'audit du Cabinet EXCO CACOGES mandaté par le gouvernement, à la demande du Fonds Monétaire international (FMI).

PCQVP a ainsi mis au jour la **nature de l'appui apporté aux entités de riposte**, mais aussi de **graves dysfonctionnements dans la gestion des fonds** disponibilisés pour l'action contre la covid-19. Les **faiblesses et/ou manquements ont été relevés dans les procédures de passation des marchés ou de contractualisation** entre le Ministère de la Santé et les différentes sociétés des services pendant la pandémie.

Il ressort aussi et surtout des **écarts entre les montants déclarés par les entités bénéficiaires et les données consignées dans le rapport d'audit du Cabinet EXCO CACOGES mandaté par le gouvernement**, à la demande du Fonds Monétaire international (FMI). En effet, ***25 132 480 817 F CFA destinés à la lutte contre la***

pandémie n'auraient pas été justifiés, puisque les preuves de l'utilisation de cette somme n'ont, jusqu'en juin 2022, pas été apportées.

Dans la perspective de contribuer à la recherche des solutions aux préoccupations soulevées, Publiez Ce Que Vous Payez- Congo recommande :

- **Au Gouvernement congolais de :**

 Maintenir et alimenter le fonds d'urgence tout en améliorant la gouvernance dudit fonds, à travers la mise en place des procédures et mécanisme de gestion intègres face aux situations d'urgence futures ;

 Divulguer et disséminer le rapport d'audit des dépenses covid dans le but d'éclairer l'opinion publique sur ces crimes financiers présumés et adopter un plan de mise en œuvre de ses recommandations ;

 Identifier et sanctionner les ordonnateurs des dépenses non justifiées.

- **A la Haute Autorité de Lutte contre la** Corruption (HALC) et à la **Commission Nationale de Transparence et de Responsabilité dans la gestion des finances publiques,** (CNTR) d'Investiguer sur les soupçons de corruption mis à jour dans le rapport d'audit des dépenses covid et de saisir la justice pour la suite à donner aux résultats de son enquête.

- **Au Parlement** d'ouvrir une enquête parlementaire en lien avec les constats du rapport d'audit des dépenses covid.

- **Aux Institutions Financières Internationales (IFIs)** de donner suite au rapport d'audit du cabinet EXCO CACOGES de Juin 2022 ; ce, en demandant l'ouverture d'une enquête par les différentes institutions de contrôle et des poursuites judiciaires à l'encontre des présumés auteurs de ces crimes financiers.

Publiez Ce Que Vous Payez- Congo est une plateforme d'organisations de la société civile congolaises engagées depuis 2002 dans le plaidoyer en faveur de la transparence et de la gestion responsable et redevable des finances publiques.

Fait à Pointe Noire, le 12 Mai 2023

Contacts presse :

Christian MOUNZEO, Coordonnateur de Publiez Ce Que Vous Payez Congo
Tél : 06 447 95 76

Brice MACKOSSO, Secrétaire Permanent, Commission Justice et Paix (CJP)
Tél :05 557 90 81